

*Construction navale*

mais à l'heure actuelle, elle vit une crise grave. Le gouvernement du Canada devrait faire davantage pour en assurer le développement. Il devrait passer aux actes au lieu de se contenter de belles paroles.

L'orateur précédent a eu beau dire que le gouvernement commande ses bateaux aux chantiers navals canadiens, c'est loin d'être suffisant, et il est inacceptable que le dossier soit rélégué à d'autres programmes existants.

En août 1984, le premier ministre (M. Mulroney) a fait une promesse aux Canadiens; il a dit qu'il s'occuperait de l'industrie de la construction navale. En fait, il a dit à l'époque qu'un gouvernement conservateur s'occuperait en priorité de créer une industrie de la construction navale rentable et prospère. J'en conclus que le gouvernement du Canada avait pris un engagement envers les Canadiens en 1984, promettant de mettre en oeuvre une politique nationale de la construction navale.

Or que se passe-t-il trois ans plus tard? L'industrie est en crise. Les chantiers navals ferment en Colombie-Britannique, en Nouvelle-Écosse et à Terre-Neuve, par exemple le chantier de Marystown et celui de Saint-Jean. Ces chantiers sont aux prises avec de très graves problèmes. Certains d'entre eux réussissent à peine à survivre d'un contrat à l'autre, leur situation est très précaire et ils n'ont aucun plan à long terme garantissant des emplois aux travailleurs qualifiés du Canada de l'Atlantique, du Québec et de la Colombie-Britannique.

Il nous faut une politique globale qui énonce clairement l'aide que le gouvernement fournira à l'industrie de la construction navale. Également, le gouvernement doit s'engager non pas seulement à acheter ses bateaux aux chantiers navals canadiens, mais à assurer la survie de ces chantiers et à utiliser les compétences des Canadiens.

Voici la situation que d'autres députés ont décrite: le nombre de Canadiens qui travaillent dans l'industrie de la construction navale a diminué d'un tiers environ au cours des dix dernières années. Il y a maintenant 7 000 travailleurs tout au plus dans ce secteur, alors qu'il y a 10 ou 15 ans, il y en avait plus de 20 000. Je cite les chiffres fournis par le directeur général des Industries Pictou, lequel a déclaré dans un article récent que depuis 10 ans, 250 navires construits à l'étranger étaient immatriculés au Canada, c'est-à-dire 25 par an, et que s'ils avaient été construits au Canada, tous les chantiers navals de notre pays auraient tourné à pleine capacité. Ce chiffre ne paraît pas énorme pour tout le Canada, mais si ces 25 navires avaient été construits dans notre pays au lieu d'y être simplement immatriculés, cela aurait relancé l'industrie canadienne de la construction navale. Le gouvernement actuel n'a pris aucun engagement en vue de donner un nouvel essor à ce secteur.

● (1300)

Le motionnaire demande la création d'un comité spécial de la Chambre afin d'étudier les problèmes reliés à l'industrie de la construction navale au Québec. Toutefois, ce comité spécial de la Chambre ne devrait pas examiner les problèmes de ce secteur d'activité au Québec uniquement, mais plutôt à l'échelle nationale, en vue d'honorer la promesse faite par le gouvernement en 1984 lorsqu'il cherchait à se faire élire par les Canadiens. Autrement dit, il faut examiner toute l'industrie canadienne de la construction navale. Grâce aux conseils d'experts et aux conclusions des études qu'entreprendra ce

comité, nous pourrions élaborer une politique de construction navale pour le Canada qui garantira la survie de ce secteur d'activité.

[Français]

**M. Marc Ferland (Portneuf):** Monsieur le Président, il me fait grandement plaisir aujourd'hui de participer à ce débat, mais auparavant, avec votre autorisation j'aimerais rappeler au député de Montréal—Sainte-Marie (M. Malépart) quelques-uns des faits qui sont arrivés.

Je me souviens, monsieur le Président, d'avoir participé avec mon collègue de Lévis (M. Fontaine), ainsi qu'avec le député de Langelier et ministre responsable de la région de Québec, (M. Côté) et tous mes collègues du caucus de la grande région de Québec, à des rencontres avec les entreprises des chantiers maritimes de Lauzon ainsi qu'avec le syndicat, et je dois dire, monsieur le Président, que, à l'opposé de mon collègue de Montréal—Sainte-Marie, nous, on ne s'est pas fait foutre à la porte du chantier mais, au contraire, on a été accueillis avec de grands sourires et comme des gens qui voulaient vraiment essayer de les aider. Je me souviens d'ailleurs qu'on avait reproché au député de Montréal—Sainte-Marie d'avoir participé à un gouvernement et à l'époque où il était membre du gouvernement libéral—et gouvernement qui a été au pouvoir pendant 20 ans—ils ont laissé pourrir la situation des chantiers maritimes au Canada. Ils ne s'en sont jamais préoccupés.

Je dois dire, monsieur le Président, que je suis le fils d'un ouvrier des chantiers maritimes de Lauzon. Mon père y a travaillé pendant des années, du début de la guerre et plusieurs années après, et j'ai toujours eu une certaine sensibilisation pour les problèmes touchant les chantiers maritimes. Et mon père me rappelait tout dernièrement que les seuls gouvernements qui ont vraiment tenté d'aider et de solutionner les problèmes des chantiers maritimes ce furent les gouvernements conservateurs dans ce pays.

Il me rappelait qu'après la guerre le seul gouvernement qui avait accepté de donner des contrats aux chantiers maritimes canadiens, c'était le gouvernement de M. John Diefenbaker. Il faudrait peut-être se rappeler, monsieur le Président, à quelle année remontent les contrats de fabrication des frégates ou des navires de la Défense nationale canadienne. Et les navires ont été construits et, sauf erreur, le plus jeune que nous ayons date de 1963 et le contrat avait été accordé à l'époque du gouvernement de M. John Diefenbaker. Tout ce temps-là, après, les libéraux ont été au pouvoir et jamais ils n'auraient travaillé à essayer de développer une politique à long terme au niveau des chantiers maritimes. Au contraire, ils ont laissé comme à l'accoutumée, croupir la situation des chantiers maritimes, ils n'ont pas essayé d'appuyer les chantiers maritimes dans leur modernisation, ils n'ont pas essayé de tenir compte du fait que la majorité des chantiers maritimes au Canada avaient été créés à cause des nécessités de la dernière guerre mondiale.

Ce sont des facteurs dont mon collègue de Montréal—Sainte-Marie n'a pas voulu parler. Il a plutôt essayé de faire de la basse petite politique. Il nous propose encore aujourd'hui de créer un comité. Remarquez que chez les libéraux, c'est à la mode. On crée un comité quand on ne veut pas régler un problème.